

Ecrivez au Procureur de la République

# Alerte à la légionelle autour de onze centrales nucléaires - Danger majeur

mercredi 5 juillet 2006, par [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juillet 2006).

*Ecrivez au Procureur de la République (modèle de courrier ci-dessous)*

Si vous habitez à moins de 20 km d'une centrale nucléaire munie de tours de refroidissement, cette information vous concerne au plus haut point : dans le panache de vapeur d'eau se trouvent certainement des légionelles. Elles peuvent être mortelles par simple inhalation. Tous les détails sur ce dossier sont présentés ici : <http://www.sortirdunucleaire.org>

Les centrales concernées sont celles de Belleville (Cher), Bugey (Ain), Cattenom (Moselle), Chooz (Ardennes), Civaux (Vienne), Cruas (Ardèche), Dampierre (Loiret), Golfech (Tarn-et-Garonne), Nogent (Aube), Saint-Laurent (Loir-et-Cher) et Chinon (Indre-et-Loire). L'usine Eurodif de Pierrelatte (Drôme), qui possède deux tours similaires à celle des centrales nucléaires, est certainement elle aussi concernée.

Nous vous invitons à vous adresser dans les plus brefs délais au Procureur de la République concerné en utilisant la lettre-type ci-dessous. Attention, il y a une lettre-type spécifique pour la centrale de Chinon dont les tours de refroidissement sont très particulières.

Merci de renvoyer un message à pour que nous puissions évaluer le nombre de démarches entreprises.

Le Réseau « Sortir du nucléaire »  
<http://www.sortirdunucleaire.org>

---

## Lettre aux Procureurs de la République

(voir les adresses en fin de mail)

- 1) Lettre pour tous sauf Chinon
- 2) Lettre pour la centrale de Chinon

Date

M<sup>me</sup> ou M X

Adresse

A M le Procureur de la République

**Objet : saisine pour « Mise en danger de la vie d'autrui »**

Monsieur le Procureur de la République,

J'habite à moins de 20 kilomètres de la centrale nucléaire de ..... , laquelle est munie de tours de refroidissement.

Or, le rapport rendu public le 21 juin dernier par l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (AFSSET) remet totalement en cause les affirmations d'EDF concernant le risque d'émission de légionelles - lesquelles peuvent être mortelles en cas d'inhalation - par les tours de refroidissement des centrales nucléaires. Les experts sont clairs :

« A l'issue de l'expertise collective des documents transmis par EDF, il ressort que les éléments de démonstration d'EDF sont irrecevables »

Il se trouve qu'EDF a obtenu des pouvoirs publics des seuils de concentration de légionelles de 500 à 5000 fois plus élevés pour les tours de refroidissement des centrales nucléaires que pour les tours d'autres industries (dites « Tours ICPE »), sous prétexte que la grande hauteur des tours des centrales nucléaire les rendraient moins dangereuses.

Or, contrairement aux affirmations d'EDF, l'AFSSET explique que :

« Il n'existe pas une différence en faveur des tours des centrales nucléaires. Bien au contraire, la considération des valeurs plus réalistes (...) montre l'effet inverse » et « Cet effet inverse est observé indépendamment du système de modélisation considéré ».

- « A l'exception du champ très proche (moins de 200 mètres de la tour), les concentrations en Legionella au sol issues des panaches des tours des centrales nucléaires sont, au moins d'un ordre de grandeur, supérieures aux concentrations calculées pour des tours ICPE. »

Qui plus est, EDF ne prend pas les mesures nécessaires lorsque les concentrations de légionelles dépassent ces taux (déjà fort laxistes) : « La mise en place des traitements de désinfection est extrêmement tardive puisque celle-ci n'est déployée que 10 jours après avoir dépassé le seuil recommandé, voir plus s'il est besoin d'une autorisation de rejets. »

Pire, les légionelles trouvées sont en grande majorité celle qui sont mortelles par inhalation : « Ces observations associées au fait que 90 % des Legionella détectées appartiennent au genre pneumophila sont des arguments forts en faveur de la nécessité et de l'urgence avec laquelle EDF devrait réexaminer ses plans d'évaluation du risque. »

Les experts de l'AFSSET contredisent aussi EDF qui avance qu'aucune épidémie (cas groupés) n'a eu lieu dans le voisinage des centrales nucléaires. Or :

« Les cas sporadiques sans source identifiée de contamination représentent 50 % de cas de légionellose déclarés annuellement (Desenclos, 2004) depuis 1987, date de la mise en place de la déclaration obligatoire. »

Il est donc possible, voire probable, que les tours de refroidissement des centrales nucléaires soient la cause de cas non-groupés (sporadiques), ce qui serait cohérent avec la dispersion des légionelles due à la taille des tours des centrales.

Hélas, EDF et les autorités semblent ne rien mettre en œuvre pour détecter d'éventuels problème. Ainsi les experts de l'AFSSET expliquent que :

« L'absence d'information précise s'explique par le fait qu'à l'heure actuelle aucun outil d'évaluation n'a été mis en place spécifiquement pour étudier le lien potentiel entre des tours aéro-réfrigérantes de grandes dimensions et les cas sporadiques. »

Par ailleurs, il est fondamental de noter que : « Les récentes épidémies de Lens et de Sarpsborg en Norvège montrent que des épidémies de type cas groupés peuvent avoir lieu à partir d'une source de contamination située à plus de 10 km. » et, dans le cas norvégien, « les cas avérés se trouvaient à des distances allant jusqu'à 17 kilomètres du point source identifié ».

Au vu du rapport de l'AFSSET, et habitant à moins de .... km des tours de refroidissement de la centrale nucléaire de ....., je considère légitimement que mes proches et moi-même, ainsi que mes voisins, etc, sommes en danger.

Je suis surpris de constater que, dans son avis du 21 juin 2006, l'Autorité de sûreté nucléaire s'est contentée de demander à EDF des études complémentaires, mais sans prendre la moindre décision d'urgence susceptible de faire cesser le risque.

Je vous prie donc de bien vouloir vous saisir au plus vite de cette affaire et d'envisager toute mesure utile. La fermeture conservatoire de la centrale nucléaire de ..... me semble être la moindre des choses, au moins le temps que EDF ait répondu aux graves mise en cause du rapport de l'AFSSET et que cette dernière ait pu évaluer la pertinence des éventuelles justifications d'EDF.

Je vous prie de croire, M. le Procureur de la République, à mon attachement à la préservation de l'environnement et de la santé publique.

Signature

---

Date

M<sup>me</sup> ou M X

Adresse

à M le Procureur de la République  
Palais de Justice, 2 pl. Jean Jaurès, 37000 Tours

**Objet : saisine pour « Mise en danger de la vie d'autrui »**

Monsieur le Procureur de la République,

J'habite à moins de 20 kilomètres de la centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire), laquelle est munie de tours de refroidissement.

Or, le rapport rendu public le 21 juin dernier par l'Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail (AFSSET) remet totalement en cause les affirmations d'EDF concernant le risque d'émission de légionelles - lesquelles peuvent être mortelles en cas d'inhalation - par les tours de refroidissement des centrales nucléaires. Les experts sont clairs :

"A l'issue de l'expertise collective des documents transmis par EDF, il ressort que les éléments de démonstration d'EDF sont irrecevables« Qui plus est, il apparaît que la

centrale nucléaire de Chinon est certainement la plus dangereuse de toutes, étant donné la hauteur de ses tours (28m au lieu de 150) ainsi que les dépassements de concentration de légionelles qui ont été pointés par les experts de l'AFSSET : »Pour Chinon, les données collectées lors des dépassements montrent que la concentration en *Legionella* spp peut atteindre 1,4. 10<sup>6</sup> UFC/l« soit 3 fois le seuil d'alerte officiel (déjà bien laxiste) toléré à Chinon, et 1400 fois le seuil d'alerte des tours d'autres industries (dites »Tours ICPE«).

Il se trouve qu'EDF a obtenu des pouvoirs publics des seuils de concentration de légionelles 5000 fois plus élevés (500 fois « seulement » à Chinon) pour les tours de refroidissement des centrales nucléaires que pour les tours « ICPE », sous prétexte que la grande hauteur des tours des centrales nucléaires les rendraient moins dangereuses.

Or, contrairement aux affirmations d'EDF, l'AFSSET explique que :

« Il n'existe pas une différence en faveur des tours des centrales nucléaires. Bien au contraire, la considération des valeurs plus réalistes (...) montre l'effet inverse » et « Cet effet inverse est observé indépendamment du système de modélisation considéré ».

- « A l'exception du champ très proche (moins de 200 mètres de la tour), les concentrations en *Legionella* au sol issues des panaches des tours des centrales nucléaires sont, au moins d'un ordre de grandeur, supérieures aux concentrations calculées pour des tours ICPE. »

Qui plus est, EDF ne prend pas les mesures nécessaires lorsque les concentrations de légionelles dépassent ces taux (déjà fort laxistes) : « La mise en place des traitements de désinfection est extrêmement tardive puisque celle-ci n'est déployée que 10 jours après avoir dépassé le seuil recommandé, voir plus s'il est besoin d'une autorisation de rejets. »

Pire, les légionelles trouvées sont en grande majorité celle qui sont mortelles par inhalation : « Ces observations associées au fait que 90 % des *Legionella* détectées appartiennent au genre *pneumophila* sont des arguments forts en faveur de la nécessité et de l'urgence avec laquelle EDF devrait réexaminer ses plans d'évaluation du risque. »

Les experts de l'AFSSET contredisent aussi EDF qui avance qu'aucune épidémie (cas groupés) n'a eu lieu dans le voisinage des centrales nucléaires. Or : « Les cas sporadiques sans source identifiée de contamination représentent 50 % de cas de légionellose déclarés annuellement (Desenclos, 2004) depuis 1987, date de la mise en place de la déclaration obligatoire. »

Il est donc possible, voire probable, que les tours de refroidissement des centrales nucléaires soient la cause de cas non-groupés (sporadiques), ce qui serait cohérent avec la dispersion des légionelles due à la taille des tours des centrales.

Hélas, EDF et les autorités semblent ne rien mettre en œuvre pour détecter d'éventuels problèmes. Ainsi les experts de l'AFSSET expliquent que :

« L'absence d'information précise s'explique par le fait qu'à l'heure actuelle aucun outil d'évaluation n'a été mis en place spécifiquement pour étudier le lien potentiel entre des tours aéro-réfrigérantes de grandes dimensions et les cas sporadiques. »

Par ailleurs, il est fondamental de noter que : « Les récentes épidémies de Lens et de Sarpsborg en Norvège montrent que des épidémies de type cas groupés peuvent avoir lieu à partir d'une source de contamination située à plus de 10 km. » et, dans le cas norvégien, « les cas avérés se trouvaient à des distances allant jusqu'à 17 kilomètres du point source identifié ».

Au vu du rapport de l'AFSSET, et habitant à moins de ... km des tours de refroidissement de la centrale nucléaire de Chinon, je considère légitimement que mes proches et moi-même, ainsi que

mes voisins, etc, sommes en danger.

Je suis surpris de constater que, dans son avis du 21 juin 2006, l'Autorité de sûreté nucléaire s'est contentée de demander à EDF des études complémentaires, mais sans prendre la moindre décision d'urgence susceptible de faire cesser le risque.

Je vous prie donc de bien vouloir vous saisir au plus vite de cette affaire et d'envisager toute mesure utile. La fermeture conservatoire de la centrale nucléaire de Chinon me semble être la moindre des choses, au moins le temps que EDF ait répondu aux graves mise en cause du rapport de l'AFSSET et que cette dernière ait pu évaluer la pertinence des éventuelles justifications d'EDF.

Je vous prie de croire, M. le Procureur de la République, à mon attachement à la préservation de l'environnement et de la santé publique.

Signature

---

*Adresses des Procureurs. Attention, vous pouvez être concerné même si vous habitez dans un autre département.*

Il suffit que vous soyez à moins de 20 km de la centrale...

• **Pour la centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance de Tours  
2 place Jean Jaurès 37032 TOURS Cedex 1

• **Pour la centrale nucléaire de Saint-Laurent (Loir-et-Cher) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance de Blois  
Place de la République 41000 BLOIS cedex

• **Pour la centrale nucléaire de Dampierre (Loiret) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance d'Orléans  
44, rue de la Bretonnerie 45044 ORLEANS Cedex 1

• **Pour la centrale nucléaire de Belleville (Cher) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance de Bourges  
8, rue des Arènes 18023 BOURGES Cedex

• **Pour la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance

5 pl Coq 82000 MONTAUBAN

• **Pour la centrale nucléaire de Chooz (Ardennes) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance  
9 esplanade Palais de Justice 08000 CHARLEVILLE MEZIERES

• **Pour la centrale nucléaire de Bugey (Ain) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance  
4 r Palais 01100 BOURG EN BRESSE

ou

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance de Belley  
Boulevard du Mail 01300 BELLEY

• **Pour la centrale nucléaire de Civaux (Vienne) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance de Poitiers  
Place Alphonse Lepetit - BP 527 - 86020 POITIERS cedex

**Pour la centrale nucléaire de Cruas (Ardèche) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de grande instance  
10 cours Palais 07000 PRIVAS

• **Pour la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine (Aube) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance de Troyes  
83, rue du Général de Gaulle 10000 TROYES

• **Pour la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) :**

M<sup>me</sup> ou M le Procureur de la République  
Tribunal de Grande Instance  
quai Pierre Marchal 57100 THIONVILLE

• **Pour l'usine Eurodif de Pierrelatte (Drôme) :**

Tribunal de Grande Instance de Valence  
Place du Palais de Justice - BP 2113  
26021 VALENCE Cedex